

## Ravages sociaux : l'extrême droite jubile<sup>1</sup>

Au début de l'année, la Commission lançait une procédure d'infraction contre la Hongrie, en pleine dérive autoritaire sous la houlette du Premier ministre Viktor Orban... Mais cette procédure s'inquiétait surtout des infractions au marché libre et aux règles ultra-libérales communautaires. Sous la houlette d'un Viktor Orban arrivé au pouvoir en 2010, ce pays se transforme en laboratoire du glissement autoritaire des droites de gouvernement en Europe. Il reste que la Commission, qui a donc lancé une procédure d'infraction contre la Hongrie, reste fidèle à ses priorités : elle se préoccupe avant tout des infractions au libre marché.

Le principal grief mis en avant par la Commission ? Le leader populiste avait tenté de mettre la Banque centrale hongroise sous son contrôle. Orban avait procédé avec l'institution monétaire comme il l'a fait avec toutes les institutions du pays. Il y a placé ses hommes. « Les gouvernements doivent s'abstenir d'influencer leur banque centrale », avait intimé à ce moment Olli Rehn, commissaire chargé des Affaires économiques et monétaires. La fortement controversée loi sur les médias, qui a permis la fermeture de la très populaire radio de Budapest, Klubradio, elle, ne fait pas partie de la procédure d'infraction, même si la Commission souhaite voir ce texte modifié, ni, plus généralement, la nouvelle Constitution, entrée en vigueur le 1er janvier de cette année et qui assoit le pouvoir du Fidesz, le parti du premier ministre Viktor Orban, sur le pays pour les prochaines années.

José-Manuel Barroso, président de la Commission européenne a bien menacé de citer la Hongrie devant la Cour de justice européenne. « Nous ne voulons pas qu'une ombre de doute soit jetée plus longtemps sur le respect de la démocratie dans ce pays », a précisé Barroso. « De doute » ? L'exécutif européen a certes critiqué aussi l'évolution du rôle de l'autorité qui supervise la protection des données. Reste que le fond de la critique de la Commission a largement épargné la politique économique du gouvernement faite d'austérité, de cadeaux fiscaux au grand patronat et d'attaques contre les médias rebelles, les syndicats, le droit de grève et le code du travail. Depuis lors, en quête de fonds européens, Budapest a reculé sur la mise sous tutelle de sa banque centrale. Barroso s'en est félicité. Et pour le reste...

### A suivre

Fin mai, au cours d'un rassemblement d'anciens résistants français, le sociologue et défenseur des droits civiques hongrois, Mihály Csakó, s'est livré à un sévère réquisitoire contre l'autoritarisme d'un pouvoir arrivé au commandement en 2010 « quand les hongrois en ont eu assez de la corruption et de l'incompétence du gouvernement socialiste. Avec une majorité de 56 % des voix le parti de Viktor Orban a gagné plus que 2/3 des sièges et il s'en sert pour construire un régime autoritaire. » Le Fidesz, le parti de Viktor Orban possède déjà une base de données très détaillée sur toute la population. Et les nouveaux projets éducatifs font la part belle aux idées les plus réactionnaires, voire fascisantes. Heureusement, dira-t-on, à mi-mandat, Viktor Orban – « Viktator », disent ironiquement ses détracteurs - se retrouve dans un isolement politique rare. Les rencontres bilatérales avec des homologues européens n'ont plus cours, sauf dans le cadre de sommets de l'UE. Sa dernière visite officielle, début mai, a eu lieu au... Kazakhstan. Et, même en Hongrie, sa cote de popularité a chuté, de 45,5% en 2010 à 22, en avril 2012,

Le cas de la Hongrie est sans doute ultime, presque caricatural. Il apparaît comme une sorte de parabole ubuesque de ce que peut donner la collusion forcenée entre l'argent-roi et l'autoritarisme politique. Au point que de la question de l'avenir des acquis démocratiques – soit de la possibilité pour les peuples de décider de leur destin – déjà tellement bafoués, est de plus en plus lancinante. On connaît les insupportables pressions exercées sur une Grèce exsangue, laminée par les plans d'hyper-austérité successifs imposés par les institutions vouées au « marché libre et sans entraves ».

---

<sup>1</sup> Par **Maurice Magis**, chargé de la communication à l'ACJJ – juin 2012.

## La faute aux Grecs

Récemment, c'est la nouvelle directrice générale du FMI, Christine Lagarde, qui y est allé d'un nouveau coup de boutoir au malade en quête d'une très improbable solidarité : « Je pense que les Grecs devraient commencer par s'entraider collectivement en payant leurs impôts. » Après, tout, a-t-elle cru utile de préciser, les enfants du Niger « ont encore plus besoin d'aide que les gens à Athènes. » Propos cyniques ou stupides ? Mais tellement révélateurs de l'absence de scrupules des « maîtres du monde ». Tellement choquants que Laurence Parisot, la patronne des patrons français, a tenté de rectifier le tir : « Il y a des choses qu'on ne dit pas dans un pays qui est tenté par les extrémismes, et notamment par une extrême-droite très dangereuse. » De là à suggérer une réorientation des orientations économiques mortelles qui appellent très naturellement cette inquiétante perspective...

Dans une récente carte blanche publiée dans *Le Soir*, le sénateur Philippe Moureau notait à son tour que « nous vivons une période marquée par une crise économique et sociale accompagnée d'une mise en cause des valeurs démocratiques (...) Pour les dirigeants européens, la démocratie est dangereuse, il ne faut plus consulter les peuples mais obéir à la dictature de l'argent. ». Une analyse que nous faisons nôtre depuis des années dans cette rubrique. Comme cet autre constat du bourgmestre de Molenbeek. La rue s'agite ? « Il faut trouver des dérivatifs à la colère des peuples. Et retour aux vieilles recettes. L'autre, l'étranger est évidemment le responsable de tous nos malheurs (...) de la crise bancaire, du chômage et de la récession. »

## Les Folamour de l'utrabéralisme

Résultat, l'extrême-droite puise dans ce magma fétide succès et légitimité. Depuis quelques années, dans ses différentes déclinaisons, elle connaît des succès électoraux à l'occasion des scrutins nationaux dans plusieurs Etats européens (...) Sous le couvert de la bien-pensance ou avec une brutalité assumée, tous ont en commun de cibler les mêmes ennemis — les étrangers, les chômeurs, l'administration, la « caste » politique, l'Etat... et en appellent au « bon sens » en trichant avec les réalités.

Les dérapages non contrôlés risquent d'entraîner nos pays vers « une transition autoritaire et populiste, propulsée par le nationalisme et le sécuritarisme, dont l'histoire a montré qu'ils conduisent aux dictatures et aux guerres (...) Les sciences humaines montrent le remplacement progressif de la dimension socio-économique des inégalités par des facteurs explicatifs racistes et islamophobes qui préfèrent pointer les 'problèmes d'intégration' plutôt que de regarder les dégâts du tournant néolibéral »<sup>2</sup> Extrait de « Identité nationale et immigration : Quel projet ambitieux pour la gauche ? »<sup>3</sup>

Mais cela n'impressionne pas les docteurs Folamour de l'utrabéralisme. Qui ont concocté une succession de traités européens, depuis l'Acte unique en 1986 et le traité de Maastricht en 1992 jusqu'au traité de Lisbonne (entré en vigueur en 2009, bien que rejeté par référendum en France et aux Pays-Bas, mais que vaut la parole des citoyens face au rouleau compresseurs des technocrates européens suivis aveuglément par les « responsables » politiques de droite ou, souvent, sociaux-démocrates ?). Autant de textes qui ont favorisés l'affaiblissement des organes démocratiquement élus et corrodé les conquêtes sociales.

Puis est venu, au début de l'année, le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG), signé le 1<sup>er</sup> mars par 25 gouvernements de l'Union européenne qui impose aux Etats d'en venir, à tout prix, à l'équilibre budgétaire et d'introduire cette « règle d'or » dans leur Constitution. En cas d'infraction à cette règle, des sanctions touchant aux acquis sociaux seront automatiquement imposées. Là encore, cela va de soi, on se passera de l'aval des Parlements sur un TSCG qui devrait entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2013 au plus tard.

---

<sup>2</sup> Texte signé par un collectif d'universitaires et publié par *L'Humanité* du 15 janvier 2010

<sup>3</sup> Lire sur le site de l'Association culturelle Joseph Jacquemotte, « Le spectre de l'extrême droite hante l'Europe », septembre 2011.

Parallèlement, un autre traité, le Mécanisme européen de stabilité (MES), destiné à être activé en 2013, achèvera le travail. Tout aussi indépendants des Parlements élus, et en liaison avec la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le FMI, le MES aura pour fonction de « venir en aide » à des Etats surendettés. Il sera financé par les Etats ...et le marché des capitaux. Ainsi, « les banques qui peuvent emprunter à 1% auprès de la BCE, prêteront au MES à un taux nettement supérieur, puis le MES aux Etats... à un taux encore supérieur. Ces fonds serviront à payer la charge de la dette, et donc à garnir les coffres des banques<sup>4</sup>. » Tout récemment, la Commission européenne, relayée par les libéraux flamands, a tancé la Belgique : il s'agit de réduire encore les dépenses publiques, de mettre à mal l'indexation des salaires, de repousser l'âge légal de la pension, de « renforcer la confiance dans le secteur bancaire »...

Répetons-le : cet aventurisme économique et social nous conduit droit dans le mur. Et une ombre inquiétante s'étend sur l'Europe. Comme le notaient récemment un groupe d'intellectuels européens, « A la faveur d'une crise économique et sociale qui favorisent la recherche frénétique de boucs émissaires et qui renforce la crainte du déclin du Vieux Continent, cette stratégie s'est révélée redoutablement efficace. Elle a ainsi permis à des partis d'extrême droite prétendument 'dédiabolisés' d'être des soutiens ou des membres de coalitions gouvernementales et a contribué à banaliser les expressions du racisme et de l'antisémitisme au sein des sociétés européennes <sup>5</sup>. » L'avenir serait-il au national-populisme ? Pour toutes les forces progressistes et démocratiques, il est urgent de faire le bilan de 30 années d'ultra-libéralisme appliqué.

---

<sup>4</sup> Lire à ce propos « Deux traités pour un coup d'Etat européen », par Raoul Marc Jennar dans *Le Monde diplomatique* de juin 2012.

<sup>5</sup> « Nous sommes tous des juifs grecs ». Carte blanche dans *Le Soir* du 1<sup>er</sup> juin 2012.